

Une semaine sous pression !

Nous attaquons un mois de décembre décisif : **le gouvernement et la direction SNCF vacillent déjà !** Après avoir utilisé très tôt la stratégie de division avec le *bashing* cheminot, maintenant ils ne peuvent plus éviter de répondre sur le fond de nos revendications. Après des premières négociations positives pour les collègues de Fret SNCF qui ont obligé la direction à donner des garanties sociales, des rencontres sont prévues le 3 décembre avec la PDG de la SNCF et le 4 décembre avec le ministre des Transports. **Ils leur restent 10 jours pour éviter un conflit ; ils nous restent 10 jours pour augmenter le rapport de forces dans tous les établissements et gagner nos garanties sociales !**

La direction doit ouvrir des négociations au niveau du Groupe !

Les avancées arrachées à la direction Fret ces derniers jours, sous le contrôle de la DRH Groupe, doivent être **la base de nouvelles négociations** pour l'ensemble des cheminotes et cheminots qui seraient transféré-es dans des filiales SNCF. Grâce à l'unité syndicale et à notre stratégie revendicative, nous avons obtenu le maintien intégral des accords et des textes réglementaires pour une durée de 36 mois (*le maximum légal pour un accord de transition*) pour nos collègues de Fret SNCF.

Défendre les cheminot-es face au Figaro c'est bien, maintenir nos droits sociaux c'est mieux !

Avec sa politique de créer systématiquement des filiales TER, Transilien, Intercités, le PDG de la SNCF ne voit l'ouverture à la concurrence que par le biais du dumping social : *faire exploser les organisations du travail, ne donner aucune garantie sur nos rémunérations, emplois, parcours professionnel ...* Cette stratégie patronale n'a qu'un seul but, casser davantage nos conditions de travail et remettre en question la réglementation du Groupe Public Ferroviaire. Aucun-e cheminot-e ne peut dire qu'il/elle n'est pas concerné-e. Maintenant JP Farandou n'a pas le choix ; il doit ouvrir de réelles négociations très rapidement.

Mercredi, le ministre de Transports reçoit les fédérations cheminotes ; faute d'annonces sur nos droits, il prendra la décision de la grève !!

Notre mobilisation est vitale pour l'intérêt général car le ferroviaire est un élément incontournable dans le cadre de la bifurcation écologique. L'entreprise publique SNCF, avec ses cheminotes et cheminots, est la seule capable de répondre à cet enjeu. Alors que la commission européenne vient d'autoriser une aide d'Etat de 1,9 milliard € pour la branche Fret de la DB, le ministre Durovray a de nouveaux comptes à nous rendre concernant la liquidation de Fret

SNCF. Comme pour l'accord UE-Mercosur, nous exigeons que ce gouvernement illégitime **suspende la liquidation de Fret SNCF** et prenne des engagements sur le non-recul de nos droits sociaux. Le ministre des Transports, sous la menace de devoir quitter son ministère avant les fêtes de fin d'année, doit prendre **cette décision socialement et écologiquement juste.**

Unité d'action et colère sociale !

Alors qu'il n'y a jamais eu un gouvernement aussi faible et que les grèves se multiplient dans plus en plus de secteurs (Fonction Publique, Energie, Industrie ...), nous avons une occasion ces prochains jours de changer le destin que nous trace le patronat du ferroviaire. **C'est ensemble que les fédérations cheminotes ont décidé d'affronter le gouvernement et la direction SNCF ! C'est ensemble que nous devons aller jusqu'au bout !**

On dépose et on fait déposer un max de DII !

Pour gagner nos droits, **on se prépare pour mener la grève reconductible à partir du 11 au soir !**

CHEMINOPOLY : LE CARNAGE SOCIAL

